



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

LECTURES

Paul CHATELAIN, Xavier BROWAEYS, La France des 36 000 communes. Méthode et documents pour une étude locale du territoire.

Paris, Masson, collection Géographie, 1991, 345 p.

Voici un livre dont le contenu répond parfaitement à son sous-titre: *Méthode et documents pour une étude locale du territoire.*

C'est un livre de géographe: les mots-clés sont l'espace, le paysage, la localisation, l'échelle d'observation, ... Espace, paysage, tels que les géographes les étudient, c'est-à-dire produits, utilisés et vécus par une société, dans un cadre physique donné. Cartes et graphiques illustrent largement le propos.

Les auteurs situent leur ouvrage dans une perspective précise: répondre aux besoins des "étudiants non spécialisés": "*Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas de faire une thèse, mais un simple dossier ou un travail de documentation*". Dans les cursus de formation, l'analyse d'un problème au niveau local ou la synthèse de documents sont des exercices de plus en plus fréquents: cet ouvrage propose donc une méthode de travail.

L'ambition n'est pas théorique, mais pratique et didactique. Le but est parfaitement atteint: on peut envier les étudiants qui disposent d'un manuel aussi précis, opératoire ... et fort intéressant, même pour ceux qui ne correspondent pas au public visé.

La méthode proposée est conçue au sens large: il s'agit de partir des questions qui sont le plus souvent traitées au niveau local par la géographie; compte tenu de ces questions, on choisit les outils adéquats pour les traiter enfin on s'interroge sur les résultats acquis au niveau local, en les resituant dans une dynamique et un cadre plus généraux.

Pour la France, le niveau local c'est d'abord la commune (d'où le titre, *La France des 36000 communes*): lieu de résidence, premier niveau de pouvoir politique, cadre de base des statistiques. Mais l'étude locale déborde des communes: les espaces où les hommes se déplacent, travaillent, les espaces qui constituent des cadres de références sont plus étendus. Pour les auteurs, l'échelon local englobe aussi les agglomérations, les régions agricoles, les zones d'emploi.

Ce manuel ne sépare pas a priori le rural de l'urbain. Les exemples concernent aussi bien Lille que Saint-Projet-de-Salers. Pour certains problèmes spécifiques, on a recours à des documents plus familiers aux "ruralistes" qu'aux "ur-

banistes”, tels que le RGA. Dans la plupart des autres cas il n’y a pas d’opposition préalable entre deux types d’espaces.

L’ouvrage est divisé en trois grandes parties qui correspondent aux questions classiques de la géographie :

Où, question de localisation : *“premier travail de la géographie”*, comme le rappellent Roger Brunet *et al.* (1992). Il faut d’abord définir l’espace où une population réside, travaille, se déplace. Localiser, c’est structurer un espace en fonction des flux de déplacements des hommes et des produits.

Quand, question d’histoire : l’espace constitué à travers l’histoire, hérité du passé. Les repères proposés sont très fins pour la période contemporaine (1975-1990), quelques éléments-clés permettent de se repérer dans les périodes antérieures.

Comment, question centrée sur les rapports entre la société locale et le territoire. Comment la société vit dans son territoire et le structure.

Chacune de ces parties est traitée selon le même plan et l’on retrouve la méthode présentée ci-dessus : trois grandes parties, divisées chacune en trois chapitres. Un chapitre **problématique**, où sont rappelées les principales questions que se posent les géographes dans une perspective de localisation, d’histoire ou de rapport entre l’espace et la société. Un second chapitre **méthodologie**, est constitué par une série de fiches ; chacune concerne un thème (la fiche n° 8, à titre d’exemple, concerne *“les cantons ruraux et zones d’emploi : le code géographique du fascicule jaune”*) : on précise quels sont les documents qui permettent d’aborder ce thème et comment les utiliser. Enfin, le dernier chapitre, dans chacune des trois parties, généralise à un niveau territorial plus vaste les questions traitées au niveau local. En effet, si les auteurs s’attachent à l’étude du local, cela n’a de sens, pour eux, que resitué dans un cadre plus général : celui de la France ou le cadre régional ; ils font ressortir la diversité des situations régionales, et aussi la spécificité de la région parisienne dans cet ensemble.

Si l’on veut poursuivre la présentation de cet ouvrage et évoquer quelques réactions du lecteur, mieux vaut revenir à la première personne : je suis sociologue et enseignant et certaines de mes réflexions ne sont pas étrangères à cette position ⁽¹⁾.

L’aspect didactique de ce livre me semble exemplaire. La démarche proposée ne se limite pas à l’énoncé de grands principes directeurs. Ce sont vraiment des questions qui se posent très concrètement, sur le terrain, qui sont abordées : qu’est-ce qui existe comme documents susceptibles de me fournir des données pour le problème que je traite ? où les trouve-t-on ? comment les lire et les utiliser ? quels autres documents puis-je trouver et utiliser en complément, confrontation, ouverture, etc ? Ce type d’ouvrage est, à ma connaissance, rare et extrêmement utile.

Rappeler aux débutants qu’un travail de terrain n’est pas la collecte la plus exhaustive possible de renseignements, mais que c’est à partir d’une problématique qu’on formule des questions, qu’on recherche les documents susceptibles

⁽¹⁾ Les remarques qui suivent doivent beaucoup à une discussion avec Florence Weber sur la localité comme cadre d’analyse et comme fondement de relations sociales.

de fournir des données, me paraît essentiel. Amener les étudiants à resituer systématiquement leurs observations localisées dans un contexte plus global, me semble aussi tout à fait louable.

La lecture de cet ouvrage de géographes, par une sociologue, est nécessairement marquée par les rapports qu'entretiennent ces deux disciplines, en particulier sur le thème de la localité.

Roger Chartier (1980) rappelle que les relations ont commencé sous le signe du conflit. L'approche régionale des géographes de l'école de Vidal de La Blache, au début du siècle, a été l'objet d'une vive critique par les sociologues durkheimiens. En simplifiant le débat, les sociologues reprochaient aux géographes de définir, a priori, une région et d'y poursuivre une étude systématique de tous les aspects, au lieu de partir de l'étude de problèmes pour aboutir à la région. R. Chartier rappelle que ce débat scientifique n'est pas étranger aux positions respectives des deux disciplines dans le champ universitaire: c'est-à-dire à ce qui opposait une sociologie qui cherchait sa reconnaissance face à une géographie affirmée. Par la suite, il semble qu'avec la reconnaissance de la sociologie, le débat se pose plus en termes de complémentarité que d'opposition (cf. George, 1966). Aujourd'hui la complémentarité devient parfois osmose. Comme le rappelle le géographe Jacques Lévy (1993): "*autrefois esclaves d'une vulgate économique qui avait remplacé les sous-préfectures par les tonnes de charbon, les géographes recourent aux autres regards sur la société: sociologie urbaine, psychologie et anthropologie des représentations, vie politique, relations internationales*".

Le thème de la localité n'est pas seulement présent dans le dialogue entre les deux disciplines, il est aussi interne au débat sociologique. Dans les années 70, il est peut-être plus présent dans les travaux de sociologie rurale et d'ethnologie métropolitaine qui ont souvent ancré leurs études dans des villages. Les réflexions ont alors porté sur la distinction entre un découpage, a priori, dans l'espace géographique – découpage administratif (le territoire communal) dont les sources historiques et les effets sociaux restaient dans l'ombre – et la construction d'un système (de relations) social plus ou moins contenu à l'intérieur de ces limites territoriales (cf. Jollivet, 1974; Champagne, 1975).

Dans les années 80, le débat ne se limite plus aux seuls "ruralistes". L'intérêt que porte la société aux régions et aux communes (jusqu'à la loi de décentralisation en 1984), aux "actions locales" (en matière de développement agricole et rural, de politique de l'emploi, de politique sociale, voire de politique scolaire), aux "micro-espaces" et aux lieux de voisinage (intérêt renouvelé pour les associations locales) réanime les discussions: les phénomènes locaux sont alors indissociablement des objets sociaux et des objets sociologiques. De nombreux travaux privilégient les analyses localisées et s'interrogent en même temps sur la signification de l'échelle locale des actions et des pratiques (cf. Jollivet, 1985; *Sociologie du travail*, 1983; *Var. auct.*, 1986, par exemple).

On ne fera pas ici la synthèse des réflexions synthétiques que proposent souvent les ouvrages cités, mais on rappelle leur existence pour expliquer les réactions d'un sociologue, lecteur de cet ouvrage: réactions qui, sans être critiques, cherchent les convergences et les divergences entre les deux disciplines: au-delà de l'intérêt du livre, qu'est-ce qui peut me servir dans mon propre travail de sociologue?

L'ouvrage de P. Chatelain et X. Browaey propose une méthode d'étude locale du **territoire** (on reviendra sur ce dernier mot). Leur propos n'est pas de faire une théorie des phénomènes locaux, et c'est dans divers passages du livre qu'apparaît la signification de l'échelle locale.

S'attacher aux études de situations sociales locales, c'est d'abord **répondre à une demande sociale** concernant les études locales. Si l'ouvrage se présente comme une réponse à une demande scolaire (voir l'importance des études locales dans le cursus étudiant), la demande scolaire s'inscrit elle-même dans une demande sociale qui valorise l'échelon local: "*l'échelle locale est à la mode*" (p. 315). Produit à la fois par le renforcement du pouvoir des collectivités par diverses législations (loi Defferre de 1984, "*loi d'orientation foncière de 1967 qui institutionnalisait les POS et schémas directeurs*") et par l'importance du territoire comme lieu d'identité collective. Les auteurs rappellent que le second phénomène n'est sans doute pas nouveau et semble bien faible par rapport aux sentiments d'appartenance du siècle passé. Ce qui est nouveau, c'est sans doute l'importance médiatique qui lui est donnée.

En ce sens, géographes et sociologues se rejoignent. Mais prendre la demande sociale comme objet d'étude, avant d'entrer dans ses rails, fait partie intégrante du travail sociologique.

L'étude locale n'est pas une monographie. La monographie fait figure de dinosaure: elle apparaît comme un être menaçant (les auteurs rappellent qu'il faut éviter "*le travers de la monographie*"), alors qu'à lire les divers travaux, tant de géographes que de sociologues, la monographie semble se rattacher à la pré-histoire des études locales. Mais sans doute est-il utile de rappeler, avec les auteurs, qu'il n'y a pas de constitution de dossiers pour une étude locale sans problématique, et que ni l'accumulation ni le souci d'exhaustivité n'engendrent la compréhension d'une "société locale".

R. Chartier (1980) rappelle que la rupture avec les monographies régionales des géographes du début du siècle est réalisée par Max Sorre: "*son propos ne vise pas à décrire l'ensemble des faits naturels et humains inscrits dans l'espace considéré mais à poser un problème*" (p. 33). Des études plus récentes – riches d'information pour les sociologues – s'inscrivent dans la même lignée. Lorsque Pierre Brunet, en 1960, écrit: "*Structure agraire et économie rurale des plateaux tertiaires entre la Seine et l'Oise*", ce n'est pas une monographie régionale. C'est l'analyse de la grande exploitation agricole comme ferment géographique, dans une région choisie pour sa diversité physique et la coexistence de petites et grandes exploitations. Le choix de la région est un choix méthodologique qui découle du problème et ne le précède pas.

L'évolution des études locales, en ethnologie comme en sociologie, telle que la retracent Sophie Tiévant (cf. *Sociologie du travail*, 1983) et Laurence Ratier-Cournot (cf. *Var. auct.*, 1986), montre aussi que les études contemporaines ont écarté tout souci d'exhaustivité. A propos des travaux de l'Observatoire du changement social, L. Ratier-Cournot écrit que même si "*la conception qu'ont les auteurs de la localité n'est pas unifiée*", dans tous les cas, "*la localité n'est pas étudiée pour elle-même mais elle est prise comme un contexte*", où sont étudiés quelques problèmes – divers selon les cas – jugés comme "*cruciaux pour la localité elle-même*".

Originalité du système local et insertion dans un système plus vaste

P. Chatelain et X. Browaey, on l'a vu dans la présentation du plan de l'ouvrage, ne séparent pas l'étude locale d'une évolution plus générale: originalité des phénomènes locaux qui justifie leur étude en tant que telle, mais originalité dans le cadre de processus qui concernent des ensembles beaucoup plus vastes.

Sur ce point encore, il n'y a pas de hiatus avec les approches sociologiques. Odile Benoit-Guilbaut (cf. *Sociologie du travail*, 1983) estime que la localité, d'abord analysée comme système social autonome (c'était le préjugé monographique), puis comme simple "lieu d'application des forces capitalistes et de l'Etat" (ce fut la période des théories générales triomphantes) n'est plus considérée "comme une chose passive et soumise, mais comme un système dont les parties sont douées d'une certaine autonomie".

Une étude locale du territoire

Si l'espace est au cœur de la problématique géographique, il n'est pas indissociablement lié à toute approche sociologique des phénomènes localisés. Patrick Champagne (1975) s'élevait vigoureusement contre la tendance de "l'ethnologie et (de) la sociologie des sociétés rurales... à se poser de façon quasi obsessionnelle le problème de l'unité pertinente d'analyse et... (à poser) ce problème en termes de découpage géographique". Il ne s'agit pas de trancher dans le débat lancé, mais de se saisir de ces réflexions pour mieux comprendre là où les lieux du géographe se distinguent de ceux du sociologue.

La localité, dans les travaux d'ethnologie ou de sociologie, est le cadre de relations sociales qui y prennent leur sens au moins partiellement et qui, en retour, structurent l'espace par le biais de traces objectives (chemins, rues, places, monuments, "lieux" de la mémoire collective) où se cristallise l'histoire politique et sociale de ses habitants. Que l'on parle de "champs de relations" comme P. Champagne, que l'on parle d'"aires d'interconnaissance" (à la suite de Marcel Maget, 1955) de réseaux (ou par exemple de groupe professionnel local, dans le cas précis de la construction de savoirs professionnels locaux (Darré, Lemery et Le Guen, 1988) ... l'espace peut, ou non, intervenir, mais toujours secondairement. Pour caricaturer des positions disciplinaires en réalité bien plus nuancées, l'espace est plutôt, pour un sociologue, un effet et non, comme pour la tradition géographique, une cause.

Documents pour une étude locale du territoire

P. Chatelain et X. Browaey s'appuient principalement sur l'étude de cartes et l'analyse de documents statistiques (recensements de l'INSEE, RGA, inventaires communaux...). Ils font parfois allusion à l'enquête, vue comme un complément à l'étude documentaire; mais le recours à l'enquête n'apparaît que de manière épisodique, l'objectif du livre est d'abord d'apprendre à utiliser les documents existants.

Statistiques INSEE, RGA... reposent sur des découpages territoriaux (communes, cantons, régions agricoles...) qui servent de cadre de collecte et d'agrégation.

gation des chiffres. Comme chacun sait, dans ces documents, la population enquêtée est classée et répartie en diverses catégories, selon la catégorie socio-professionnelle, l'âge, le sexe, etc. Les auteurs rappellent que tout découpage a une histoire (par exemple à propos de régions agricoles) et que, pour utiliser les documents statistiques, il est nécessaire de connaître les conditions sociales qui ont présidé à leur création et les objectifs visés.

La question est de savoir si ce qui est pertinent, dans une optique géographique et dans la perspective de cet ouvrage, l'est aussi pour la sociologie.

A un premier niveau de réponse, il apparaît (qu'il s'agisse d'étude locale ou nationale) que ces données sont utilisées, utiles et même précieuses pour le sociologue. Même si le travail ne s'arrête pas là, si ces catégories sont souvent "déconstruites et reconstruites", elles constituent une base de travail.

A un deuxième niveau, on sait que les questions que se posent les sociologues appellent souvent un recueil de données spécifique. L'importance de l'enquête directe, comme méthode sociologique, reflète bien cette spécificité. La pratique de l'enquête n'est certes pas étrangère à la géographie (qu'on se réfère à de grands "anciens" comme Daniel Faucher ou Roger Dion, ou qu'on regarde du côté de certaines orientations de la géographie contemporaine, telles que les recherches sur "l'espace vécu" qui ont de fortes parentés avec la sociologie); toutefois elle ne caractérise pas cette discipline, même s'il est probable que les géographes ont été parmi les premiers à s'intéresser aux "études de terrain".

Le troisième niveau est plus difficile à négocier dans la pratique quotidienne de la sociologie, mais il est au cœur du métier. Les statistiques et les classements qui y sont opérés ont le double attrait d'exister et de renvoyer à des catégories visibles, compréhensibles par tous, qui s'imposent comme des évidences. Si on parle d'une commune, on peut parcourir cette commune. Si on parle des 18-25 ans ou des plus de 65 ans par exemple, on a immédiatement une image de ces catégories. Mais les catégories de sens commun, on le sait, sont à la fois éclairantes et aveuglantes quand on les prend comme telles. C'est-à-dire quand on confond un outil produit par la société et un outil d'analyse de la société. Cette question a déjà été largement abordée qu'il s'agisse des catégories d'âge (Lenoir, 1989), ou des catégories socio-professionnelles, par exemple celle d'agriculteur (voir, entre autres, Rémy, 1990).

Il est relativement aisé d'adhérer à ces énoncés, il est plus ardu de s'y conformer dans la pratique quotidienne de la recherche: si une interrogation permanente sur les catégories, regroupements, manières de voir qui nous sont familières est un ferment de la recherche, elle en est aussi une des difficultés.

Finalement, l'analyse locale des géographes m'apparaît comme une tentative pour les sociologues: elle est riche d'enseignements, mais aussi elle s'appuie sur des catégories qui sont parfois très proches du sens commun. La morale de l'histoire serait de savoir tenir compte de ce que nous apprennent nos voisins, les géographes, mais de reconnaître que si les sociologues se distinguent d'eux en posant des questions différentes, à partir d'un même mot de sens commun, les outils d'analyse ne sont pas non plus nécessairement les mêmes.

En effet, n'est-ce pas le retour aux dimensions les plus subjectives, c'est-à-dire les plus intériorisées, des expériences personnelles du lieu – du quartier de résidence, en particulier – qui permet de rendre compte des formes si diverses de l'identification locale ou de l'appartenance territoriale? C'est déjà ce que montrait Michel Pialoux en 1979 lorsqu'il étudiait les stigmates proprement "locaux" qui pesaient sur les jeunes des cités et qui transformaient le simple énoncé de leur adresse en obstacle à l'embauche. C'est ce à quoi nous invite Richard Hoggart (1991) lorsqu'il montre de façon extraordinairement suggestive le mélange de protection et d'enfermement qu'offre, dans les années 30 en Angleterre, un quartier populaire urbain dans lequel jouent à la fois les relations de voisinage, le maillage serré des interventions étatiques, la structure même de l'espace industriel et urbain. C'est aussi ce que montre Emmanuelle Saada (1993) dans son analyse du rôle du quartier (indissociablement territoire politique et lieu de relations, mais aussi espace d'une identification collective tant imposée de l'extérieur que revendiquée par certains) dans la constitution d'un sentiment ethnique qui dépasse les limites de la commune tout en y trouvant son fondement. Les documents qu'utilisent et que fabriquent les géographes trouvent alors leur vraie place, à la fois modeste et centrale, dans cette nécessaire confrontation permanente entre les expériences qu'ont les individus des lieux qu'ils habitent – et leurs façons de les habiter, elles-mêmes socialement déterminées – et les caractéristiques objectives de ces lieux (quartiers, communes, régions) pour la mise en évidence desquelles les géographes sont, traditionnellement, bien armés.

Claude WISNER
INA P-G, Paris

BIBLIOGRAPHIE

- BRUNET (P.), 1960 — *Structure agraire et économie rurale des plateaux tertiaires entre la Seine et l'Oise*, Caen, Caron et C^{ie}, 552 p.
- BRUNET (R.), FERRAS (R.), THÉRY (H.), 1992 — *Les mots de la géographie*, Dictionnaire critique, Reclus, La Documentation Française, 470 p.
- CHAMPAGNE (P.), 1975 — La restructuration de l'espace villageois, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 3, mai, pp. 43-68.
- CHARTIER (R.), 1980 — Science sociale et découpage régional, note sur deux débats (1820-1920), *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 35, novembre, pp. 27-36.
- DARRÉ (J.-P.), LEMERY (B.), LE GUEN (R.), 1988 — Changement technique et organisation professionnelle locale en agriculture, *Colloque SFER*, 21 et 22 septembre, 15 p.
- GEORGE (P.), 1966 — *Sociologie et géographie*, PUF, Collection "Le Sociologue", 215 p.
- HOGGART (R.), 1991 — *33 Newport Street, Autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises* (présentation de Claude Grignon), Paris, Gallimard/Le Seuil.

- JOLLIVET (M.) (sous la direction de), 1974 — *Sociétés paysannes ou lutte de classe au village*, A. Colin, 266 p.
- JOLLIVET (M.), 1985 — Le développement local, mode ou mouvement social?, *Economie rurale*, n° 166, mars-avril, pp. 10-16.
- LENOIR (R.), 1989 — Objet sociologique et problème social, in: *Initiation à la pratique sociologique*, Paris, Dunod, pp. 55-100.
- LÉVY (J.), 1993 — Les nouvelles tendances de la géographie, *Sciences Humaines*, n° 25, février, pp. 37-38.
- MAGET (M.), 1955 et 1989 — Remarques sur le village comme cadre de recherches anthropologiques, *Bulletin de psychologie*, tome VIII, n° spécial (7-8), avril, pp. 375-382 (republié in: *Cahiers d'Economie et Sociologie rurales*, n° 11, 2^e trimestre, pp. 77-92).
- PIALOUX (M.), 1979 — Jeunes sans avenir et travail intérimaire, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 26-27, pp. 19-47.
- RÉMY (J.), 1990 — Qui est agriculteur?, in: *Les agriculteurs et la politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, pp. 197-205.
- SAADA (E.), 1993 — Les territoires de l'identité. Etre juif à Arbreville, *Genèses*, n° 11, mars, pp. 111-136.
- Sociologie du travail*, 1983 — Sociologie du "local" ou "relocalisation" du social, n° 2.
- VARIU AUCTORES, 1986 — *L'esprit des lieux*, 1986 — Localités et changement social en France, ouvrage collectif, Ed. du CNRS, 349 p.